

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/EPR-le-reve-chimerique-de-l-industrie-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°91 > **EPR - le rêve chimérique de l'industrie nucléaire française - est un cauchemar pour les communautés vulnérables de l'Inde et leur environnement**

15 novembre 2021

EPR - le rêve chimérique de l'industrie nucléaire française - est un cauchemar pour les communautés vulnérables de l'Inde et leur environnement



par **Sonali Huria**

Chercheuse indépendante basée à New Delhi

Le réacteur à eau pressurisée (EPR) européen, la tête d'affiche pour une renaissance nucléaire de l'industrie française, est de nouveau en difficulté. Les récents incidents de la centrale nucléaire de Taishan, située dans la province de Guangdong sur la côte sud de la Chine sont les derniers dans la série sans fin des maladies affectant l'EPR. Que Framatome, la firme française qui a conçu les EPR de Taishan ait tiré la sonnette d'alarme sur une fuite radioactive « potentielle », après des soucis de performance et la possibilité d'une menace radioactive imminente, atteste des difficultés continues et semble-t-il irrémédiables de l'industrie nucléaire française pour qui l'opération commerciale de la centrale nucléaire de Taishan paraissait un « petit bout de bonne nouvelle » parmi celles des autres

projets défectueux.

Sans surprise, la première réponse du Ministre des Affaires Étrangères a été d'écarter de telles spéculations et d'assurer que les taux de radioactivité sur le site étaient normaux, et qu'il n'y avait aucune raison de s'alarmer. Cependant le Gouvernement Chinois a depuis reconnu qu'une augmentation des taux de radiation ont été observés dans le réacteur de l'Unité 1 de l'usine mais ont maintenu que cela provenait de l'accumulation de gaz rares due à une dégradation du gainage des crayons de combustible - un phénomène qui est « connu, étudié et dont on tient compte dans les procédures opérationnelles » a déclaré EDF, un partenaire mineur de Taishan.

Les 2 unités de la Centrale Nucléaire de Taishan sont une entreprise commune entre le Groupe Chinois de l'Énergie nucléaire de Guangdong (CGN), Électricité de France (EDF), et le Groupe Chinois Guangdong Yudean. L'usine utilise la technologie de 3ème génération EPR qui a été développée à la fin du 20ème siècle, en particulier après que les accidents de Three Miles Island et de Tchernobyl aient rompu l'enchantement général avec le nucléaire et causé un effacement considérable de sa crédibilité et de ses chances. Dans les années 90, l'EPR représentait la promesse inégalée d'efficacité, de sécurité améliorée aussi bien que de performances environnementales et financières augmentées. Cependant, dans les années qui ont suivi, l'EPR a été entaché par d'innombrables défauts de conception et de sécurité. A peine 2 ans après que la construction du tout-premier EPR ait commencé en 2005, l'autorité de sécurité Finlandaise (STUK) relevait « 1500 problèmes de sécurité et qualité dans le projet », certains « critiques ». L'Autorité de sûreté Nucléaire (ASN) française n'a cessé de pointer les faiblesses sérieuses dans la conception de la construction de l'EPR de Flamanville, mettant même l'usine de Flamanville sous surveillance en 2019, après les avertissements répétés visant les vulnérabilités du concept EPR. Actuellement, Taishan est le seul site où des réacteurs EPR sont opérationnels, alors même que des projets similaires à Jaitapur en Inde, Hinckley Point C au Royaume-Uni, Flamanville en France, et Olkiluoto en Finlande continuent de subir d'énormes délais s'étalant sur plusieurs années et des augmentations de coût massives issues de problèmes de construction et de défauts d'équipement

Les problèmes de l'EPR au-delà de l'Europe : Le Parc Nucléaire le plus grand du monde à Jaitapur, Inde

L'Inde est actuellement en ultimes négociations avec EDF pour établir une installation nucléaire massive à Jaitapur, le long de l'écologiquement diverse et fragile côte Ratnagiri de Maharashtra, avec des réacteurs de la même conception que ceux de Taishan. Quand il sera entièrement réalisé le site nucléaire de Jaitapur, comprenant six EPRs de 1650 MW sera le plus grand projet du monde. Toujours depuis le premier accord de 2008, de sérieuses préoccupations sur la sécurité, le coût, le site, ont été [soulevées par des experts indépendants](#), l'Autorité Indienne de régulation du nucléaire, et des activistes environnementaux et démocratiques. Prenez par exemple la question du risque lié au site : La Corporation de l'Énergie Nucléaire d'Inde (NPCIL), opérateur public exclusif d'Inde, maintient que le site est sûr et « industrialisable » du point de vue du risque sismique alors que des études et experts indépendants ont suggéré le contraire, beaucoup caractérisant le site de « bombe à retardement sismique » et un rapport de 2019 de l'Autorité Nationale de Gestion des Catastrophes du Gouvernement de l'Inde, identifie Ratnagiri comme l'une des 10 premières villes du pays dans la Zone sismique IV avec l'index de risque sismique le plus fort.

Les conseils de village (Gram Sabhas) se sont opposés de façon unanime au projet nucléaire de Jaitapur citant les problèmes de subsistance, la radioactivité de l'usine, et son impact sur la pêche, la santé la biodiversité de la région, le risque sismique et le problème non résolu des déchets et la technologie EPR qui, comme expliqué plus haut a été minutieusement examinée pour ses nombreuses faiblesses de concept et autres. Cependant, malgré une résistance résolue enracinée dans le peuple, et des craintes cruciales soulevées par divers collèges populaires importants, des fermiers des villages de Madban, Nivel, Karel, Mithgavane, et Varliwada du district de Ratnagiri ont

déjà été expulsés et leurs terres acquises sous les clauses d'urgence de l'Acte d'acquisition des Terres (Section 17). De plus, un douteux permis environnemental sans consultation publique crédible a été imposé aux communautés en rébellion, et des questions cruciales telles que la subsistance, la vie marine, la biodiversité, et les impacts potentiels de la radioactivité ont été brusquement évacuées. Les avis des experts indépendants qui ont questionné l'opacité entourant l'acquisition des réacteurs nucléaires pour le projet de Jaitapur et les sérieuses préoccupations concernant la sécurité, y compris celle du site ainsi que la conception de l'EPR et son coût augmentant sans cesse, ont été soit cyniquement négligés, soit activement supprimés. De plus, il n'y a eu aucun dialogue avec les communautés sur les potentiels impacts environnementaux et sanitaires d'un projet nucléaire de l'échelle de celui proposé dans une région aussi écologiquement diverse que celle de Ratnagiri, ni sur la qualité de vie ni la survie de milliers de fermiers, de pêcheurs et d'autres gens habitants dans la région.

Le manque absolu de transparence et de d'information publique sur les décisions, ainsi que l'écrasement d'une dissidence pacifique pour faire avancer le projet, se sont aussi traduits par l'application courante de la section 44 du Code Pénal de la Procédure ainsi que des éléments du Règlement de la Police de Bombay portant sur l'interdiction d'assemblée illégale, des arrestations de routine et des charges criminelles contre des manifestants alléguant « tentative de meurtre » aussi bien que la surveillance de meetings locaux de manifestants . Ainsi la pression cynique pour l'avancée du projet de Jaitapur a fait que les différents gouvernements ont foulé aux pieds les préoccupations environnementales, sanitaires et de droit humain, ainsi que les processus démocratiques.

Tous ces développements, argumente Satyajit Chavan, Président de Janahakka Seva Samiti, Jaitapur, qui a été en première ligne de la résistance contre l'usine nucléaire de Jaitapur, sont arrivés avant même la conclusion d'un réel accord technico-commercial avec les Français ; celui-ci a seulement été récemment soumis par EDF au NPCIL. Chavan ajoute que dans ce dernier accord technico-commercial le rôle d'EDF a été considérablement affaibli, se limitant à des études d'ingénierie et d'équipements sans aucun rôle dans le projet en tant qu'investisseur ou constructeur, ce qui amène à penser que EDF veut s'exonérer de toute responsabilité conjointe dans l'éventualité d'un accident. Les développements récents à Taishan posent de sérieux problèmes, d'autant plus que les analystes suggèrent que les problèmes à la centrale ont commencé depuis octobre 2020, problèmes sur lesquels les opérateurs Chinois et Français ont gardé un silence étudié. De plus les rapports suggèrent que l'Administration Nationale de Sécurité Nucléaire Chinoise (NNSA) a volontairement approuvé l'augmentation des limites acceptables de radioactivité en dehors de la centrale de Taishan, de façon à ce que la centrale reste opérationnelle.

Cependant les risques que pose le projet EPR sont sous-estimés dans un pays comme l'Inde, où l'industrie nucléaire reste enveloppée d'un voile de secret, et où les préoccupations des citoyens sont repoussées comme étant des mythes ou des mauvaises compréhensions du concept. Même l'histoire rapportée dans les principaux médias en Inde au sujet de l'incident de Taishan a été biaisée, en ce sens que c'est la Chine qui a été accusée pour l'incident radiologique, contournant les préoccupations que posent les projets d'extension massive du nucléaire, en particulier l'EPR de Jaitapur, le manque évident de consultation publique et les soucis justifiés sur le besoin urgent de plus de transparence, la surveillance publique et l'indépendance de la régulation du nucléaire en Inde. Ceci cependant est à peine surprenant – alors même que le gouvernement de l'Inde fait face à une désagréable attention nationale et internationale sur l'inadéquation flagrante des mesures prises pour contenir les mésaventures territoriales chinoises et la pandémie du Covid-19, la responsabilité pour sauver son image a été prise sans mollir par un media complaisant. Taishan doit être pour le moins l'occasion d'une discussion plus informée et nuancée sur les diverses questions et préoccupations concernant le projet d'EPR à Jaitapur que les communautés et les experts indépendants ont exprimées pendant plus d'une décennie maintenant. Évidemment la « renaissance nucléaire », que les lobbies du nucléaire sont anxieux de conduire à son terme, est réalisée dans des pays comme la Chine et l'Inde, en plus

de certains petits États-Nations en Asie et en Afrique, où les gouvernements ont l'habitude de réduire au silence leurs critiques, et où la culture de sécurité et la surveillance par le public sont pratiquement inexistantes et où les risques pour les communautés humaines vulnérables et les écologies fragiles sont graves. Autrefois considérées comme des précurseurs de la modernité, les centrales nucléaires représentent aujourd'hui les reliques d'un passé raté qui peut seulement engendrer des menaces inacceptables et renforcer les régimes sans démocratie. Étant donné le rétrécissement de l'espace démocratique pour les citoyens des pays qui le reçoivent, il revient à la communauté des pays Européens d'élever leur voix contre cette exportation désastreuse appelée EPR.